



GUÉRILLA URBAINE
FACE AUX JEUX D'ATHÈNES 2004

Recueil non exhaustif des attaques qui ont embrasé Athènes autour de la période des jeux de 2004. Ces morceaux choisis sont issus d'articles en anglais, glanés dans des numéros de *Green Anarchy*, et publiés de 2002 à 2006. Voici donc un simple assemblage traduit de textes restitués et féminisés. Avertissement : Le vocabulaire n'a pas été modifié lorsqu'il est oppressif. Bonne lecture !

Source consultée en 2024 :

https://archive.org/details/GreenAnarchy16_201610

LAISSONS LES JEUX OLYMPIQUES MOURIR SUR LA TERRE OÙ ILS SONT NÉS

« Ça ne fait aucun doute que nous entrons dans un contexte d'État policier et nous devons apprendre à vivre avec. (...) Si nécessaire, même les stades seront gardés par l'armée » Jacques Rogge, président du Comité International Olympique, 26 novembre 2003.

En ces temps de guerre pour l'imposition de la domination globale, quand les patron-es procèdent à des coalitions inter-États et des accomplissements capitalistes, coordonnant leurs opérations sous la bannière de "l'anti-terrorisme" pour établir le contrôle totalitaire et piller le monde...

En ces temps d'attaque totale contre les peuples du soi-disant "tiers-monde", dont le génocide par la famine et les maladies et leur esclavage dans les geôles des colonies de la production de masse des multinationales nourrissent le bien-être du monde "développé" ; dont la mort durant les croisades de l'Ordre Nouveau et sous occupation militaire, leur confinement dans des camps de concentration et la tentative de neutraliser leur résistance sont devenus la pierre fondatrice pour la sécurité des projets de la domination...

En ces temps d'exploitation, de surveillance et de répression intensifiées pour les exclu-es et ceu-elle-xs qui résistent au sein des murs métropolitains...

...Les Jeux Olympiques sont une vitrine du capitalisme et de la domination même. Une publicité du monde de l'esclavage de classe et des moyens policiers et militaires subséquents pour l'imposer. Un gala à échelle mondiale, scellant à un niveau supplémentaire la coopération des patron-es locales avec les corporations multinationales, les personnels politiques internationaux et les organismes de la répression.

Pour l'État grecque, un participant à la coalition criminelle qui est en train de lancer la guerre de terreur globale, les Jeux Olympiques sont une étape pour améliorer son rôle dans l'élite du monde, pour renforcer sa position prééminente dans les Balkans, ainsi que le fer de lance de ses attaques contre les exploité-e-s et les opprimé-e-s au sein de son territoire. Une attaque qui sera poursuivie après la nouvelle confirmation de la dictature parlementaire à travers la fraude électorale du 7 mars.

Chaque jour cela devient évident que les Jeux Olympiques ne sont pas juste un évènement sportif durant quelques jours, mais un processus permanent, signifiant une nouvelle ère de répression et de contrôle social.

Au nom de l'accomplissement de la Grandiose Idée, les "idéaux" du profit sont loués par les patron·e·s : les entreprises, les entrepreneur·euses et fonctionnaires d'État qui gèrent l'énorme budget 2004. Dans cette géante entreprise commerciale, les prolétaires sont labellisé·e·s "volontaires" pour payer leur coût en étant volé·e·s au travers de taxes, de la cherté et du gel de salaires, mais aussi pour payer leur prix : accélérer le rythme de travail, dans des conditions extrêmement dangereuses, avec leur propre sang dans des "accidents" du travail. Les sacrifices humains de travailleur·euses locales et migrant·es sur l'autel du profit et des bonus donnés pour le rapide achèvement des travaux ont pris des dimensions cauchemardesques sur les sites de construction olympiques où des centaines de travailleur·euses sont mort·es ou ont été gravement blessé·es. Un nouveau modèle d'exploitation absolue et d'humain·es sacrificiables dans les travaux olympiques, pour caractériser désormais les conditions de travail dans tous les autres lieux d'esclavagisme salarié.

Au même moment, les jeux offrant une opportunité unique au pillage capitaliste, l'environnement naturel est pillé et détruit, tandis que le paysage urbain est réaménagé en accord aux nouvelles normes de commercialisation et de surveillance de l'espace public.

La version locale de la guerre de terreur globale s'établit à travers la colossale opération "*Safe Olympic Games*", incluant : la collaboration de spécialistes de "l'anti-terrorisme" des services secrets grecs, US, britanniques, israéliens et australiens, des exercices militaires par des mercenaires grec-ques et étranger·ères, appartenant aux forces spéciales de la police et de l'armée (avec la participation dominante des États-Unis), basés sur des scénarios "d'action préventive" et de "gestion de menaces disproportionnées", des avions militaires qui espionnent volant au-dessus de la ville, l'utilisation du "système de sécurité" de l'OTAN, l'importation massive d'armes modernes et l'installation à grande échelle d'équipement de technologie avancée pour surveiller les espaces publics et les personnes, tels que le système C41 développé par la multinationale américaine SAIC (une entreprise fournissant savoir-faire, infrastructure et armement pour la guerre en Afghanistan et en Irak). Des centaines de caméras de surveillance sont installées, des "Zones Rouges" instituées et dans les rues les escadrons de mort d'une armée d'occupation

policière sont en liberté. Pendant les JO, 50 000 soldat-es seront en “haute alerte” et toute manifestation et grève seront interdites.

À travers ces préparations orgiaques, l’appareil répressif est mis à niveau, et le nouveau rôle policier de l’armée dans la confrontation avec “l’ennemi interne” est promu. La doctrine “tolérance zéro” contre toute expression de dissidence sociale et de classe est en train de prendre racine et les opérations contre les migrant-es “illégaux” de s’intensifier.

Les JO sont proclamés “question d’intérêt national” et leur sécurité devient le véhicule idéologique pour une imposition accélérée d’état d’urgence (pas uniquement pour la période avant et pendant les jeux, mais principalement pour la période qui suit, où l’intensification des luttes sociales est anticipée), pour l’application de méthodes et conditions qui sont de toute façon considérées comme des priorités pour moderniser le terrorisme d’État. Avec cette situation, les “cours martiales” sont mises en place, telle que celle qui a accompli sa mission récemment au sein de la prison Koridallos, imposant aux accusé-es d’être membres du “17 Novembre” des peines d’extermination de convenance politique, et celle qui aura lieu le 9 février contre les cinq accusé-es de participation à E.L.A. (Lutte Populaire Révolutionnaire). Ce sont des procès visant à ce que l’institution de “justice indépendante” légalise toutes les opérations des commandos “anti-terroristes”, les tortures et confinements en “cellules blanches”, les balances et le pogrom contre les dissident-es de la démocratie-terreur. La participation à la résistance sociale et à la solidarité avec les combattant-es persécuté-es est criminalisée, pendant que beaucoup d’entre eux-elles restent littéralement otages dans l’attente de leurs procès, tout comme les personnes arrêté-es pendant la manifestation contre le sommet de l’UE à Thessalonique. L’État grec signe des lois et des traités internationaux “anti-terroristes” autorisant l’extradition des combattant-es sociales au Gendarme Globale (USA), et prend part à l’établissement d’une Force d’Intervention Européenne dédiée à chasser les anarchistes. Les fonctionnaires des agences “anti-terroristes” de 7 pays qui participent à cette Force se sont rencontré-es en janvier et ont spécifiquement examiné la problématique des JO d’Athènes, en introduisant le concept de « lutte contre le terrorisme anarchiste » pour des raisons de répression préventive et préparer le terrain pour supprimer toute résistance sociale.

Les JO, telle que la Grandiose Idée des patron-es, propagandisés par tout le spectre du système autoritaire (partis politiques, institutions financières et les médias) est une machine idéologique contemporaine pour extraire du

consentement social, constituée des figures les plus conservatrices, du nationalisme, aux “valeurs” du consumérisme et de l’offre “volontaires” de travail non rémunéré au service des patron-es.

Nous n’oublions pas que, ici autant qu’à une échelle globale, les excès des moyens multipublicitaires, des mécanismes et des méthodes de répression avec lesquels l’État et le Capital sont en train de s’armer, ainsi que leur campagne intimidante, reflète aussi leur insécurité causée par des explosions sociales existantes et imminentes. Ils reflètent l’échec qu’ils goûtent dans leur effort de présenter leur domination comme indiscutable et totalement invulnérable, lorsque partout dans le monde il y a des luttes et des révoltes qui explosent contre la globalisation de l’exploitation et de l’oppression, contre la guerre et la paix capitaliste.

Aujourd’hui, les JO concentrent les efforts de l’État pour approfondir son autorité dans la société, réprimant tou-tes ceu-elle-xs qui résistent à ses plans. Mais cette campagne n’est pas adaptée pour instiller la peur, décourager et prévenir les expressions multiformes de la lutte sociale et de classe. Au contraire, elle est une condition qui met en lumière la nécessité d’intensifier et diffuser cette lutte dans chaque front que les patron-es ouvrent par leur agression et dans chaque front qu’iels essaient de fermer pour leur profit.

Nous contrecarrons les projets de commercialisation en expansion et de surveillance des espaces publics, en les réclamant et transformant en espaces de résistance. Nous sabotons la paix sociale. Nous résistons à la guerre “anti-terroriste” dans et en-dehors des frontières. Nous nous tenons en solidarité avec les prisonnier-ères politiques et les combattant-es sociales persécuté-es. Les Jeux Olympiques sont en soit une vitrine du capitalisme et de la domination. Nous agissons ensemble avec tous-es ceu-elle-xs qui se révoltent contre la dictature de l’État et du Capital.

RAVIVONS LA GUERRE SOCIALE ET DE CLASSE
DÉTRUISONS LA GRANDIOSE IDÉE DES PATRON-ES

Assemblée ouverte des anarchistes anti-autoritaires, Athènes, janvier 2004

15 novembre 2001, Grèce : Une bombe endommage une filiale de American Express dans le Nord d'Athènes

Athènes : L'explosion d'une bombe a endommagé une banque filiale de American Express dans un centre commercial, mais personne n'a été blessé-e. L'explosion en milieu d'après-midi a endommagé la façade du centre commercial populaire, qui abrite aussi un grand magasin de jouets et une boutique, et est localisé sur une avenue fréquentée menant au complexe sportif olympique, et les banlieues Nord de la ville. L'explosion a eu lieu alors que des groupes étudiants et divers partis politiques se préparaient à commémorer l'anniversaire du 17 novembre du massacre d'étudiant-es en 1973 par l'État grec. Cette marche anniversaire est presque toujours marquée par une manifestation à l'Ambassade des États-Unis, où les marcheur-euses convergent pour protester le support américain à la dictature militaire de 1967-74 qui régna sur la Grèce. Les porcs d'Athènes n'ont pas voulu dire s'ils pensaient que l'explosion de la bombe était reliée à l'anniversaire, mais certain-es ont spéculé que cela pouvait être le travail de n'importe qui parmi la douzaine de "gauchistes" et groupes anarchistes locaux, qui sont connu-es pour cibler des business grecs et étrangers et des voitures de luxe dans la capitale grecque. D'autres fonctionnaires de police ont fait brièvement référence au mouvement 17 Novembre, un des groupes de lutte armée les plus sophistiqués et élusifs d'Europe, qui a tué 22 personnes depuis 1975, incluant cinq fonctionnaires américain-es (le mouvement 17 Novembre prend est nommé d'après la date de 1973 où la junte militaire grecque écrasa de façon meurtrière une insurrection étudiante). Mettre à bas le "terrorisme domestique" est devenu une haute priorité pour Athènes, avec l'organisation des Jeux Olympiques 2004 qui y est prévue. Par le passé, la Grèce s'est vue couverte d'intenses critiques pour son inhabilité à contrôler ses propres dissident-es internes et a jusqu'à présent budgété 600 millions de dollars pour la sécurité olympique.

27 novembre 2001 : Le gouvernement américain fait pression sur la Grèce pour « mettre à bas » le mouvement 17 Novembre après les récentes attaques à la bombe sur American Express

Suite à l'attaque à la bombe d'une filiale de American Express à Athènes plus tôt en novembre, le gouvernement américain menace la Grèce de sanctions économiques si iels ne redoublent pas leurs efforts pour écraser un groupe de guérilla urbaine appelé "17 Novembre", obscur, visiblement invulnérable, qu'on croit derrière l'attaque à la bombe et qui est vu par le Département d'État U.S. comme un risque sécuritaire majeur pour les JO 2004, qui sont prévus à Athènes. "17 Novembre" a été impliqué dans 21 assassinats politiques depuis 1975, mais aucun-e suspect-e n'a jamais été arrêté-e en lien avec ces attaques –

un fait qu'une commission américaine a pris en compte dans ses recommandations de placer la Grèce sur une courte liste des pays « ne coopérant pas pleinement » dans la lutte contre le terrorisme. Le Département d'État U.S. a décrit la Grèce en tant « qu'un des maillons faibles » dans les efforts anti-terroristes en Europe, et certain-es commentateur-ices se sont demandé-es si la Grèce détient les compétences pour maintenir la sécurité olympique. Dans un effort de sauver la face, l'État grec a mis en place deux lignes téléphoniques permettant aux appelant-es de transmettre des informations à propos d'activités "terroristes" de manière anonyme et offre une récompense de plus de 4 millions de dollars pour toute information menant à l'arrestation et la condamnation de tout membre de "17 Novembre". Mais la police grecque a admis qu'iels n'ont aucune idée de qui dirige les opérations de ce groupe, ni combien de membres sont impliqué-es ou même quels en sont les objectifs réels. Les cibles du 17 Novembre ont largement varié. Le groupe a apparemment débuté avec une underground grecque anti-junte de gauchistes radical-eaux et d'anti-fascistes qui en 1975 ont conspiré pour tuer le chef de la CIA à Athènes Richard Welch, qu'iels blâmaient de collaborer avec launte militaire arrière américaine qui régnait sur la Grèce à l'époque. Les cibles suivantes de 17 Novembre ont été des officiers grecs connus pour avoir torturé des prisonnier-ères politiques pour launte, et quelques officiers militaires U.S. seniors. Après ça, iels ont passé de nombreuses années à assassiner de riches hommes d'affaires grecs accusés d'exploiter des travailleur-euses grecques. Leur dernier assassinat était en juin 2000 quand iels ont signé le meurtre d'un chef militaire britannique, le brigadier Stephen Saunders, qui a été abattu à bout portant dans le trafic athénien sur sa route pour aller au travail par deux assaillants en moto. Dans une déclaration de 13 pages qui apparut plus tard dans le quotidien « Eleftherotypia », iels ont revendiqué d'avoir tué Saunders pour son rôle dans les frappes aériennes « barbares » de l'OTAN contre la Yougoslavie. La déclaration dénonce « des crimes et des meurtres de type nazi de milliers de personnes sans armes » de l'OTAN et revendique également une série d'attaques en 1999, incluant des tirs de rockets sur la résidence de l'ambassadeur allemand et les bureaux du parti socialiste au pouvoir. Initialement, "17 Novembre" semblait se présenter comme un groupe révolutionnaire marxiste-léniniste mais ultérieurement des tracts envoyés aux médias ont évoqué l'image d'un groupe à la Robin des Bois des temps modernes, luttant pour les pauvres contre le pouvoir en place en Grèce. Des enquêteur-ices pensent que le groupe consiste peut-être de pas plus de 10-15 personnes qui pourraient embaucher des tueur-euses à gages étrangères qui peuvent venir et s'évaporer sans aucune trace, mais qui utilisent toujours le même revolver 45 magnum, que des expert-es balistiques ont établi comme

ayant tué le porc de la CIA Richard Welch en 1975, pour authentifier leurs actes. Les membres de 17 Novembre semblent également autodidactes, ne brisant jamais leur stricte sécurité pour s'aventurer à l'extérieur et bénéficier de l'expertise de guerrilleros-as du moyen orient ou de fabricant-es de bombe de l'IRA.

4 août 2002 : Des explosifs trouvés proche du stade olympique historique, le mouvement 17 Novembre suspecté

Athènes : La police grecque a trouvé une cachette d'explosifs enterrés près du site des premiers JO modernes. Il est prévu que le stade du XIX^{ème} siècle soit utilisé pour les Jeux Olympiques 2004 à Athènes. Des rapports des médias venant d'Athènes ont dit que se basant sur des preuves découvertes lors de récentes perquisitions, la police pense désormais que 17 Novembre a compilé une liste de potentielles cibles futures, incluant "les maintiens de la paix" de l'OTAN et le consulat américain à Thessalonique : Cela les a mené-es à spéculer que les explosifs trouvés au stade olympique puissent avoir été prévus par 17N en préparation d'une future action, malgré qu'iels n'aient pas exclu la possible implication d'autres unités de guérilla urbaine actives en Grèce, comme les Cellules Révolutionnaires et ELA.

10-11 juillet 2003 : Attaque incendiaire en solidarité avec 17N

Athènes : Un groupe militant nouvellement apparu a revendiqué la responsabilité d'une tentative d'attaque à la bombe d'une entreprise d'assurance américaine, faisant craindre un renouveau de violence urbaine à l'approche des JO de 2004. Se faisant appeler Action Révolutionnaire Populaire, le groupe a dit qu'il ciblait les bureaux du centre d'Athènes de American Life Insurance Co, le 11 juillet en tant qu'acte « contre l'impérialisme américain et ses serviteur-es locales » Personne n'a été blessé-e quand la bombe a été détruite par une explosion contrôlée. La police a dit que la revendication de cinq pages, envoyée à un journal athénien, ressemble aux proclamations d'une organisation terroriste grecque dissoute 17 Novembre, dont les membres présumé-es sont en ce moment en procès. Dans la revendication, le groupe dit qu'il ne portera pas d'attaques durant les Jeux Olympiques. Mais la possible résurgence de groupes de guérilla urbaine d'extrême gauche inquiéterait les autorités grecques qui ont dit avoir vaincu le terrorisme domestique suite à une répression l'an dernier le 17 novembre. Le 10 juillet, une voiture de police et une agence bancaire étaient endommagées dans des attaques incendiaires supposément portées par des anarchistes, aussi par solidarité avec 17 Novembre.

5 septembre 2003 : Luttes Révolutionnaires revendique l'attaque à la bombe du complexe judiciaire

Athènes : Deux puissantes bombes à retardement ont explosé dans le principal complexe judiciaire lors d'attaques que le gouvernement a lié au procès des membres suspecté-es de la plus large organisation de guérilla urbaine de Grèce – le Groupe Révolutionnaire 17 Novembre. La double explosion, qui a blessé un officier de police et endommagé un bâtiment dans l'enceinte étroitement gardiennée, a également suscité l'inquiétude parmi les responsables de la sécurité des JO d'Athènes à désormais moins d'un an de délai.

30 septembre - 1^{er} octobre 2003 : Attaques incendiaires anarchistes en Grèce

Des bouteilles de gaz de cuisson ont été utilisées pour mettre le feu aux bureaux de deux partis politiques et les domiciles d'un politicien conservateur et d'un professeur d'université – Giorgos Veltsos – qui est un ami proche du Premier Ministre grecque Costas Simitis. Un groupe anarchiste inconnu auparavant se faisant appeler « Slalom Post-Minuit » a dit qu'il a mis le feu pour protester contre l'influence corporatiste sur les prochains JO d'été et l'arrestation en juin de quelques émeutier-ères durant le sommet de l'Union Européenne à Thessalonique. Le groupe a dit que c'était aussi contre le procès des membres de l'Organisation Révolutionnaire 17 Novembre gauchiste armée. « Tant que vous brûlerez des forêts, nous brûlerons vos bureaux » disait le communiqué diffusé au journal quotidien d'Athènes Eleftherotypia. « Tant que vous brûlerez des cerveaux, nous brûlerons vos maisons. »

Une des bouteilles de propane incendiaires utilisées par le groupe a brûlé la maison de Giorgos Voulgarakis, un législateur conservateur. Il n'était pas à la maison et les pompiers ont sauvé ses femme et 4 enfants. Le feu a également endommagé quelques voitures. En tout état de cause, le « Slalom Post-Minuit » (qui se définit lui-même en tant que « société de travailleur-euses pour une révolte social ») a assumé la responsabilité pour cinq attaques à la bombe incendiaire ciblant des politicien-nes et des figures publiques dans le centre d'Athènes en l'espace de deux jours. Dans la déclaration déposée dans une poubelle d'Athènes, « Slalom Post-Minuit » a attaqué les JO de 2004 pour être « une putain des entreprises multinationales, adressée aux robots dopés. » Le groupe a également demandé que l'Espagne libère cinq membres suspecté-es d'une cellule anarchiste de Barcelone détenu-es en lien avec une attaque au colis piégé du consulat grec à Madrid. L'incendie volontaire de « Slalom Post-Minuit » a ciblé deux bureaux Pasok et un appartenant à Nouvelle Démocratie, deux des partis politiques en Grèce les plus puissants et fermement ancrés.

6 novembre 2003, Athènes et Thessalonique

Des anarchistes ont attaqué à la bombe trois banques en solidarité avec les 7 de Thessalonique à Athènes, et pour s'opposer à la visite du chef du FBI Robert Mueller, qui était en Grèce pour inspecter la sécurité des prochains JO. Personne n'a été blessé-e, mais les banques, particulièrement Eurobank, ont subi des dommages considérables. Simultanément, 1 500 personnes ont participé à une manifestation anarchiste. À Thessalonique une banque et une voiture du Ministère des Travaux Publics ont également été attaquées à la bombe en solidarité avec les 7 de Thessalonique. Les explosions du 6 novembre portent à plus de 25 le nombre total d'attaques à la bombe incendiaires sur des banques et d'autres bâtiments à Athènes et Thessalonique depuis les arrestations des 7 de Thessalonique.

17 février 2004, Athènes : Marche anarchiste contre les JO

Environ 1 000 anarchistes ont marché à travers le centre d'Athènes contre les mesures massives de sécurité planifiées pour les JO des 13-29 août. La police a attaqué les anarchistes avec une petite quantité de gaz lacrymogène vers la fin de la manifestation. C'était la plus récente d'une série de manif contre les JO et les mesures de sécurité coûtant plus de 750 millions \$. Les mesures impliqueront le déploiement de 50 000 policier-ères et soldat-es, la militarisation d'Athènes pour renforcer les restrictions de manifester dans la rue durant les jeux, et l'installation d'environ 1 300 caméras de surveillance dans Athènes et cinq autres villes servant de sites Olympiques. La Grèce, un des plus petits pays à accueillir l'événement, prévoit de dépenser un record de 800 millions de dollars dans la sécurité, trois fois le montant dépensé pour les JO de Sydney il y a quatre ans. Mais un rapport confidentiel américain, cité par les médias grecs, questionne l'habileté des organisateur-ices à faire face à la menace de tireur-es embusqué-es dans les collines autour des sites, ainsi qu'à la menace des anarchistes qui portent régulièrement des attaques à la bombe incendiaire contre l'ordre social régnant en Grèce. Des militant-es sont également en colère avec le nombre croissant de mort-es parmi les ouvrier-ères sur des sites olympiques, dont beaucoup ont péri dans la folle course pour achever la construction des installations olympiques.

25 février 2004, Athènes

Environ 1 000 anarchistes se sont séparé-es d'une manifestation anti-olympique et ont jeté des pierres et des bombes de peintures à la police anti-émeute proche du Ministère du Travail. Les anarchistes ont déployé des banderoles noires géantes près de l'entrée de l'Université d'Athènes. Une on peut lire : « Les JO c'est une affaire de pots-de-vin, de dopage et de béton. Ce sont les idéaux

olympiques.» tandis que sur une autre : « Pas de participation à la peste olympique ».

15 mars 2004, Chalándri : Bombe à retardement placée à une banque américaine

Un groupe militant relativement nouveau a revendiqué la responsabilité pour une bombe placée à l'extérieur d'un bureau d'une filiale athénienne d'une banque américaine. La police grecque a eu recours à une explosion contrôlée pour détruire le petit dispositif, qui était caché dans un sac à dos et placé à l'extérieur d'une filiale de Citibank dans la banlieue Nord-Est d'Athènes. Les clandestin-es dissident-es se faisant appelé-es Lutte Révolutionnaire Populaire a revendiqué la responsabilité dans un appel téléphonique au journal athénien *Elftherotypia*. La police a dit que la bombe était faite de dynamite, d'un détonateur et d'un dispositif de retardement. La bombe a soulevé encore plus d'inquiétude parmi les responsables de la sécurité préparant les JO des 13-29 août. La banque ciblée est localisée sur une route principale menant au complexe olympique, à environ 3 kilomètres de distance. Le 5 septembre 2003, le même groupe a revendiqué la responsabilité de deux puissantes explosions de bombes au complexe judiciaire principal. Les explosions, qui ont blessé un flic et endommagé un bâtiment dans l'enceinte du tribunal étroitement gardienné, étaient portées en réponse au procès des membres suspecté-es de l'Organisation Révolutionnaire 17 Novembre. La police a dit que le communiqué publié après l'action était écrit sur un ordinateur et que chaque page arborait une étoile rouge à cinq branches, un symbole utilisé par le mouvement 17 Novembre. Dans cette revendication, le groupe s'en est pris aux Ministres grecs des Affaires étrangères, de la Justice et de l'Ordre public, les qualifiant de « serviteurs des intérêts américains ». Elle critique aussi le juge qui préside dans le procès 17N, l'appelant « directeur de théâtre ». La sécurité liée aux JO s'est intensifiée suite aux attentats meurtriers de train à Madrid. Une opération sécuritaire olympique secrète impliquant des centaines de troupes américaines a commencé, le nouveau premier ministre conservateur grec ayant pris les jeux troublés sous son aile. Alors qu'il y a eut un black-out médiatique sur la secrète opération, nom de code « Bouclier d'Hercule », nous avons appris que les forces américaines vont jouer un rôle de commande et de contrôle sur les 2 000 troupes grecques, et que l'opération « Bouclier d'Hercule » s'étendra de l'île de Crète au Sud de la Grèce jusqu'à Athènes.

13 mai 2004, Athènes : Un groupe anarchiste envoie un avertissement explosif aux visiteur-es olympiques !

Un groupe militant qualifié « anarchiste » par des enquêteur-es grecques a revendiqué la responsabilité pour de nouvelles attaques à la bombe à l'approche des Jeux Olympiques et proféré une menace voilée contre les visiteur-es de l'extravagance sportive estivale. L'avertissement du groupe Lutte Révolutionnaire est apparu après les bombes artisanales explosées à une banque Alpha dans la banlieue athénienne de Voula, et qu'un autre dispositif explosif non identifié (qui fut désamorcé) était trouvé à l'extérieur de l'agence Alpha, non loin de là, propriété britannique de la banque HSBC, la seconde banque la plus grosse en Grèce, et une des sponsors des Jeux Olympiques. Les explosions de banque, qui ont causé des dommages sur les propriétés mais pas de blessés, ont surgi huit jours après que des bombes similairement fabriquées aient explosé dans un poste de police à Athènes, une attaque également revendiquée par Lutte Révolutionnaire.

« Tou-tes les membres seniors du système capitaliste international, des multinationales aux gens d'affaires, mercenaires d'à travers le monde et fonctionnaires d'État aussi bien que riches touristes olympiques occidentaux qui prévoient d'assister aux Jeux sont indésirables », a dit Lutte Révolutionnaire dans une lettre publiée dans un hebdomadaire. La lettre a aussi dit que la massive opération sécuritaire et l'implication de l'OTAN ont transformé la Grèce en forteresse, ce qui signifie que les JO ne sont pas une célébration mais une « guerre ». La plus récente explosion de bombe revendiquée a surgi tandis que les forces de sécurité grecques ont débuté un exercice de sécurité olympique crucial de trois jours, trois mois avant le début des Jeux le 13 août.

« Olympic Guardian II », le huitième exercice de sécurité olympique, implique huit ministères clés aussi bien que des organisateur-ices des Jeux et d'autres services d'État. La Grèce investit un milliard d'euros (1,19 milliards de dollars) pour la sécurité olympique et a l'intention d'avoir recours à l'assistance de l'OTAN avec des patrouilles aériennes et maritimes. On sait peu de choses sur le groupe Lutte Révolutionnaire, en dehors du long manifeste anti-capitaliste dans lequel il expose les raisons de la lutte armée, en dénonçant les projets qu'a la Grèce pour contribuer à l'occupation menée par les USA en Irak, autant que les mesures anti-terroristes planifiées en amont des Jeux telles que les caméras de surveillance.

1^{er} juillet 2004 : Attaque pré-JO au cocktail Molotov à Athènes

Une bombe incendiaire a été lancée dans un bureau du parti grec au pouvoir dans une banlieue d'Athènes, quelques heures avant la mise en place d'un plan de sécurité à 1 milliards d'euros pour protéger la ville d'attentats pendant les JO du mois d'août. La Grèce a dépensé un record de 1,2 milliards de dollars sur la sécurité olympique, et demandé l'aide de l'OTAN et d'un groupe consultatif de sept nations incluant les États-Unis, la Grande Bretagne et Israël.

Au cœur du système de Sécurité Olympique il y avait un réseau technologique de 312 millions de dollars consistant de caméras infrarouges et haute définition, des communications radio, et des réseaux informatiques installés par un consortium dirigé par Science Applications International Corporation (SAIC) basée à San Diego. « Les inquiétudes quant à la vulnérabilité de la Grèce à l'introduction de groupes terroristes internationaux est en partie due à l'existence d'innombrables points d'entrée dans le pays et à ses frontières et contrôles de passeport sans doute défectueux » a écrit dans un rapport le Service de Recherche du Congrès basé à Washington. « La Grèce détient des milliers d'îles dans les mers Égée, Ionienne et Méditerranéenne. »

En plus de ses propres mélanges domestiques d'anarchistes et d'autres groupes radicaux, la Grèce se situe proche de plein d'autres points chauds du monde incluant l'Irak, la Tchétchénie, l'Afghanistan et les Balkans.

22 juillet 2004, Athènes :

Aux premières heures du matin, des bombes incendiaires furent lancées sur le bâtiment du Ministère de la Culture et le siège de l'Olympiade Culturelle à proximité, causant de légers dommages structurels. Pendant une manifestation anti-olympique cette nuit-là, des anarchistes ont lancé une bombe incendiaire sur le bâtiment du Ministère de l'Intérieur et tagué les colonnes de caméras de surveillance installées pour les JO. Il n'y a eu aucune arrestation.

20 août 2004, Athènes : Bombe de viande hachée et de seringue, la dernière arme en date des anarchistes !

Des anarchistes ont revendiqué la responsabilité d'une menace à la bombe au siège de la Fédération des Athlètes Grecs, mais la police a dit qu'ils ont uniquement trouvé une fausse bombe remplie avec de la viande hachée et des seringues. Des expert-es en déminage ont évacué et fouillé le bâtiment central d'Athènes et bouclé les routes voisines après un appel anonyme à un journal local.

Dans une revendication envoyée à l'agence de presse d'Athènes, la peu connue « Intervention Anarchiste » a révélé que sa menace de bombe était une farce, expliquant que « les sports commercialisés servant des records, des bénéfiques, des sponsors et des médailles à tout prix ne peuvent qu'être couverts par des anabolisants. Dans des actualités liées, deux anarchistes grec-ques ont été arrêté-es le 21 août pour avoir attaqué et légèrement blessé quatre journalistes espagnoles à Athènes pour couvrir les JO.

27 août 2004, Athènes :

Durant une marche de plus de 1 000 personnes contre l'intention du Secrétaire d'État Colin Powell d'assister aux JO, un petit contingent d'anarchistes masqué-es a éclaté des caméras de surveillance, tagué le slogan « Contre les JO de la Répression » sur des panneaux d'affichage, des vitrines cassées de banques, et ont attaqué les bureaux de l'Association des Industriels Grecs. Quand la police anti émeute a bloqué la tentative de marche vers le Consulat américain iels ont été assailli-es avec des bouteilles, des pancartes et des pierres.

« La venue de Powell ici est une provocation politique de premier ordre : 94 % des grec-ques sont contre la guerre en Irak » a dit un-e émeutier-ère anonyme. Powell a fini par annuler son voyage à Athènes en partie à cause de l'inquiétude selon laquelle sa présence (et les émeutes qui étaient quasiment garanties) perturberait la cérémonie de clôture des JO.

29 août 2004, Athènes :

Les JO approchant de leur fin, environ 100 anarchistes ont déclenché une émeute dans un quartier touristique à 3:00 du matin, attaquant une banque et un McDonalds. Quand la police anti émeute est arrivée iels ont été attaqué-es avec des pierres et des bombes incendiaires. Au moins six personnes ont été arrêtées.

17 octobre 2004, Athènes : Les JO sont finis, mais les anarchistes continuent leur vie !

Maintenant que les JO sont terminés, la police grecque se soucie à nouveau des gangs incendiaires anarchistes. Environ 20 jeunes encapuché-es sont allé-es saccager le centre d'Athènes, lançant des bombes à essence et fracassant des vitrines. Le groupe a endommagé deux banques et un bureau du Ministère de l'Intérieur ; personne n'a été blessé-e.

L'épisode soulève des craintes parmi les fonctionnaires d'État que des gangs incendiaires puissent réémerger avec l'assouplissement de la sécurité après les

JO. Les anarchistes incendiaires ont routinièrement ciblé des banques privées et la propriété gouvernementale. La Grèce a dépensé un record de un-et-demi milliard de dollars pour la sécurité durant les Jeux tandis que 70 milliers de policier-ères et soldat-es patrouillaient les zones urbaines. Les mesures de sécurité renforcées ont pris fin au début du mois d'octobre.

Les anarchistes ont commencé leur saccage aux alentours de 22h depuis la place Exarchia, se séparant en deux groupes. Un groupe a attaqué la Banque Agricole proche de la place avec des bombes incendiaires, provoquant un incendie, qui menaçait aussi une clinique médicale à proximité. Les pompiers ont rapidement éteint le feu, mais pas avant que ça provoque des dommages majeurs. Quelques minutes plus tard le même groupe a lancé des cocktails Molotov sur une branche de Emporiki Bank à proximité. L'incendie qui s'en est suivi a été bientôt éteint et résultant uniquement en des dommages mineurs.

L'autre groupe d'anarchistes a lancé une bombe incendiaire sur un bureau du Ministère de l'Intérieur à proximité, mais sans provoquer de dommage majeur. La jeunesse rebelle s'est volatilisée de la scène avant que la police puisse procéder à des arrestations.

8 février 2005, Athènes : Attaques à la bombe en hausse !

Une série de bombes artisanales ont endommagé les entrées de cinq banques grecques et de deux bureaux locaux du parti conservateur au pouvoir, mais personne n'a été blessé-e, ont dit les bâtards de la police. Les explosions, déclenchées par des bouteilles de gaz de camping dans le centre et l'Est d'Athènes, ciblaient quatre filiales de Eurobank et une de National Bank en une heure. Une des banques a été sérieusement endommagée et quelques voitures garées à proximité ont été touchées.

Des groupes dissidents principalement identifiés en tant qu'anarchistes ont par le passé régulièrement organisé des attaques similaires dans la capitale. À cause de l'intensification du contrôle et de l'installation de caméras de surveillance avant les JO d'Athènes d'août dernier, ainsi qu'à la capture et au démantèlement du groupe habile de guérilla 17 Novembre à la mi-2002, l'establishment grec a vu un déclin de telles attaques. Mais dans les mois récents les attaques sont de nouveau en hausse, avec plusieurs attaques à la bombe principalement contre des convois de police et des gardes. Des sources policières ont dit que les attaques ont augmenté les craintes qu'un nouveau groupe de guérilla puisse s'être formé.

Les autorités surveillent les menaces potentielles des JO

Turin, Italie – Les autorités responsables de la sécurité des JO d’hiver surveilleraient les activités de “nombreuses” personnes suspectées de possibles liens avec le “terrorisme”, incluant des manifestant-es antimondialisation et des anarchistes. Selon les autorités italiennes, elles surveillent les mouvements de 700 personnes, mais en déclarant que la surveillance visait « de nombreuses cibles d’intérêt ». Début décembre, le ministre de l’intérieur italien a dit qu’un plan de sécurité appelant au déploiement de presque 10 000 policier-ères à Turin était en place, bien qu’il n’y ait aucun signe clair d’une quelconque activité terroriste visant les jeux. Les JO d’hiver (février 2006), devaient attirer jusqu’à un million de spectateur-rices. Le gouvernement italien a dit que des anarchistes essayaient d’infiltrer les manifestations contre une liaison ferroviaire à grande vitesse dans le Nord-Ouest de l’Italie et de semer le désordre dans des villes y compris Turin. L’alerte a surgit lorsque des centaines de manifestant-es ont bloqué des routes et des voies ferrées pour une seconde journée sur la liaison ferroviaire prévue dans le val de Susse, où des événements olympiques ont prévu d’avoir lieu. Au moins 20 personnes ont été blessées dans un affrontement quand la police a chargé un campement dans le val où des manifestant-es dormaient. Il y a aussi eu des affrontements à Turin où un porc a été blessé à la tête, et il y a eut du vandalisme dans la ville.

23 janvier 2006, Trente, Italie : Flamme olympique appréhendée

Quatre anarchistes italien-nes ont été arrêté-es pour avoir franchi des barrières et chopé la flamme olympique à une coureuse italienne championne du 1 500 mètres alors qu’elle passait dans le Nord de la ville en route pour Turin. Contrairement aux infos relayés dans les journaux et la télévision, le-a compagnon-ne qui a attrapé la torche a pu courir presque 60 mètres avec avant qu’elle ne soit reprise. Quatre des huit manifestant-es se sont échappé-es, mais les quatre autres ont été arrêté-es et emmené-es à un poste de police local. La torche a été impliquée dans 33 incidents organisés par des anarchistes et des activistes anti-mondialisation depuis qu’elle a quitté Rome.

